

Le Bio doit devenir plus social

La production des aliments biologiques respecte l'environnement et les animaux. La composante sociale n'est pas encore un critère explicite. Le Bourgeois veut pouvoir garantir aussi que les producteurs, et surtout leurs ouvriers, sont employés à des conditions équitables. Une des AG 2005 de BIO SUISSE se penchera sur cette question.

Les tomates et les concombres produits dans la région d'Almeria, dans le sud-est de l'Espagne, ont un arrière-goût amer depuis quatre ans, depuis que nous avons été durablement choqués par les images des reportages télévisés qui montraient comment des dizaines de milliers d'immigrants illégaux privés de tout droit sont obligés de travailler comme ouvriers agricoles.

Ce «jardin maraîcher de l'Europe», où les kilomètres de tunnels en plastique qui couvrent 35'000 hectares servent à la production intensive de légumes, est depuis lors devenu le symbole de l'esclavage moderne. Il y eut même de véritables chasses à courre pratiquées par les espagnols à l'encontre de ces hommes et femmes venus de l'Afrique du Nord.

Convention de qualité, déclaration volontaire

«C'est vrai qu'il y a des problèmes», commente Laurent Vonwiller. Coop a engagé cet agronome depuis six mois pour apporter plus de contrôles et de transparence dans ces conditions de production qui, depuis 2000, valent aux commerces du légume tant de manchettes assassines. Vonwiller pense que les consommateurs veulent davantage que des prix bas, notamment des «valeurs intrinsèques». Ces dernières, une fois traduites par le bien grand mot de durabilité, font partie de la politique des produits de la Coop. Dans une première étape, une partie des 1700 fournisseurs du monde entier – conventionnels et bio – de la Coop a reçu une convention de qualité, une déclaration d'engagement pour la durabilité ainsi qu'un questionnaire d'autodéclaration donnant un caractère contraignant aux directives de la Coop.

Papiers indulgents et contrôles compliqués

On pourrait donc théoriquement miser sur cette bureaucratie pour éliminer les fournisseurs tyranniques, mais Vonwiller sait bien à quel point le papier peut être indulgent. Une analyse de risque interne effectuée par le grand distributeur a recensé les régions et les groupes de produits dont les conditions de production sont particulièrement douteuses. En plus des textiles d'Asie, les légumes d'Almeria et d'autres régions sont dans le collimateur: les exploitants des plantations de concombres, de tomates et de melons ont besoin d'une grande quantité de main-d'œuvre, mais pour quelques semaines ou quelques mois par année seulement, à l'époque des plantations et des récoltes. En 2000, la Coop a édicté plusieurs directives dont l'application est définie depuis fin 2003. «Mon travail consiste maintenant à établir le système en étroite collaboration avec d'autres services de la Coop», explique Vonwiller. Il visite personnellement les fournisseurs, leur fait remarquer leurs manquements puis vérifie dans un deuxième temps si les améliorations ont été réalisées. Ensuite, il adresse les sociétés reçues à des organismes de contrôles accrédités qui se chargeront des vérifications continues.

Un scandale itinérant

Les petits ruisseaux font les grandes rivières: c'est aussi valable pour l'océan des champs de plastique d'Almeria, car les grands distributeurs ne traitent en général pas directement avec les producteurs mais avec les emballeurs, qui à leur tour concluent des contrats de livraison avec des centaines d'agriculteurs. Remonter toute cette filière pour visiter individuellement les exploitations agricoles est pénible et

compliqué, mais nécessaire. Vonwiller a commencé en juin par les onze hectares de l'exploitation bio «Finca Lozano» de Gádor, près d'Almeria, qui produit des tomates, des concombres et d'autres légumes. En octobre, lors de sa deuxième visite de contrôle, il a pu constater que les erreurs signalées avaient été en partie corrigées. Le processus de contrôle continue: la prochaine visite est déjà convenue pour février 2005. «D'autres agriculteurs et emballeurs montrent aussi de la compréhension pour nos exigences, mais ces changements prennent du temps.»

Les raisons sont nombreuses: tout d'abord, de nombreux producteurs espagnols sont très endettés, et les salaires sont le seul poste où ils peuvent encore économiser. Ensuite, les fournisseurs connaissent souvent mal les clauses contractuelles. Ce n'est donc pas seulement ces fournisseurs que *l'homme de la Coop* va rencontrer, mais il cherche aussi à discuter avec les syndicats, les ONG et les autorités. «Pas de contrats de travail, salaires inférieurs au minimum légal – malheureusement, les accusations sont souvent fondées.» Les visites à Almeria ont ouvert les yeux de Vonwiller. Cette région n'est en effet connue qu'à cause des gros titres des médias – vu que le problème y est très

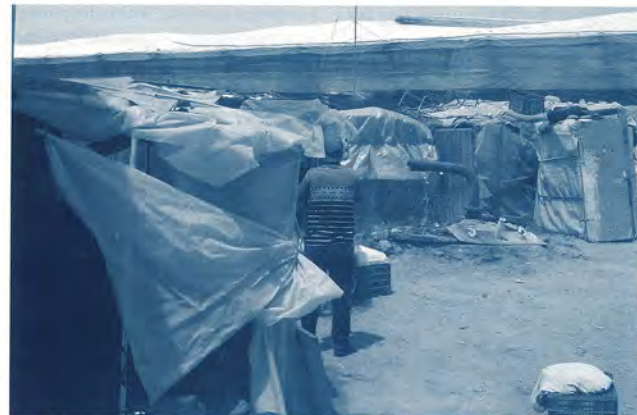


Une ouvrière dans une serre d'Ecosur.

concentré et très évident. Les ouvriers agricoles migrent cependant en suivant l'avancement des récoltes: en janvier les fraises à Huelva à la frontière portugaise, au printemps, en automne et en hiver les légumes à Almeria et à Murcia, en juillet les pommes, les poires et les abricots en Catalogne, en décembre enfin la récolte des olives à Jaén.

Migros: un code comportemental depuis 2005

Coop et Migros prenant ensemble moins d'un pour-cent de la récolte, les distributeurs français, allemands et anglais revêtent une importance bien plus grande. Des négociations sont donc actuellement en cours avec d'autres grossistes européens pour acquérir ensemble suffisamment de pouvoir commercial afin de pouvoir exercer une pression suffisamment large en faveur des conditions sociales de travail. Il se discute même, et pas seulement chez Coop, la possibilité d'introduire une certification obligatoire comme condition préalable pour les contrats de livraison. Avec la Coop, la Migros est bien le détaillant européen qui s'engage le plus pour une amélioration de la situation des immigrants d'Almeria. «Nous avons informé par écrit les fournisseurs et les autorités des problèmes et des possibilités d'amélioration», déclare Fausta Borsani, responsable du projet «éthique» de la fédération des coopératives Migros. Le premier pas consistait à utiliser les normes Eurepgap, qui comprennent aussi quelques prescriptions sociales et qui sont contrôlées de manière indépendante. D'ici à la fin de l'année, tous les fournisseurs espagnols de la Migros seront certifiés Eurepgap. Notons toutefois que ces prescriptions se limitent au respect des législations locales. «Il n'y a en fait pas de normes sociales à proprement parler comme la limitation du temps de travail hebdomadaire ou des salaires qui assurent le minimum vital», dit Borsani en signalant un point faible. La Migros a donc décidé d'élargir à l'alimentation le code comportemental international (BSCI (Business Social Compliance Initiative) qui est déjà utilisé dans le monde entier pour



Une «cité» d'ouvriers africains dans un vieux tunnel en plastique inutilisé dans les environs de Nijar. La photo du milieu montre les «chambres à coucher».